

**Arrêté préfectoral portant abrogation
de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2024
Société BMC
Commune de Bresles**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu le point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé qui dispose :
[...]

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

[...] ;

Vu les arrêtés préfectoraux d'autorisation délivrés les 4 février 2005 et 21 juillet 2010 à la société BMC à Bresles pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage sur le territoire de la commune de Bresles situé Zone Industrielle La Couturelle ;

Vu l'article IX.4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2005 susvisé qui dispose :

— « [...] – les portes communicantes entre les cellules elles-mêmes, entre les bâtiments spécifiques eux-mêmes, et entre les cellules et les bâtiments, doivent être coupe-feu de degré 2 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules ; la fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles » ;

Vu l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 susvisé qui dispose :

– « [...]En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. » ;

Vu l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 13 décembre 2024 délivré à la société BMC en vue de respecter les dispositions de l'article IX.4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2005 et l'article 5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 et du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le courrier du 31 décembre 2024 de la société BMC transmettant les éléments permettant de répondre aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 13 octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. Dans le courrier du 31 décembre 2024, l'exploitant a transmis les DOE des portes coupe-feu pour l'ensemble de sa plate-forme attestant de leur caractère EI120. Ces DOE attestent également du caractère EI120 dans leur mise en œuvre ;
2. Dans le courrier du 31 décembre 2024 complété par mail du 19 septembre 2025, l'exploitant a transmis les procédures de maintenance interne et le tableau d'enregistrement de suivi. La société PORTAFEU a réalisé également une maintenance externe attestant du bon fonctionnement de l'ensemble des portes coupe-feu ;
3. Dans le courrier du 31 décembre 2024, l'exploitant a transmis le contrat signé avec la société BUREAU VERITAS encadrant le dispositif de premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre ;
4. Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2024 sont respectées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2024 pris à l'encontre de la société BMC pour son site situé Zone industrielle La Couturelle - 60510 Bresles - est abrogé.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Bresles pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Bresles fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Bresles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

21 OCT. 2023

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société BMC

Le maire de la commune de Bresles

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

